

# Projet urbain, citoyens, ville et architecture

ANGEL PANERO PARDO

L'objectif de chaque processus de rénovation urbaine ne peut qu'être celui de l'amélioration des conditions de vie des CITOYENS. C'est pourquoi je souhaite commencer cette réflexion en me référant à la VILLE, expression maximale et prédominante de la culture humaine contemporaine. Ce que nous nous proposons aujourd'hui, c'est de poursuivre ou de consolider les villes, et il est important de garder à l'esprit le fait que la ville est et requiert avant tout coopération, solidarité et compréhension, elle est et requiert générosité et gestion, elle est et requiert intégration et diversité, elle est et requiert du temps...

La ville dans sa dynamique complexe est, et a toujours été, rénovation, adaptation et réforme permanente.

Les gouvernements municipaux doivent être capables de dessiner et de soutenir de manière cohérente une politique prioritaire de récupération urbaine et de régénération environnementale. Le projet urbain est leur véritable compétence, et est même la colonne vertébrale de la bonne gouvernance.

La gestion de la réhabilitation physique des logements, en lien rapproché avec les citoyens, doit être le dernier maillon d'une séquence d'actions urbanistiques de développement d'une politique urbaine ferme et structurée. Cette politique urbaine se définit et prend appui sur un projet de ville concret.

Mais s'il est essentiel d'avoir une idée de ville et un projet urbain, au moment du passage à l'action, il est indispensable de compter sur un instrument administratif capable de donner une impulsion pour l'exécution du projet urbain. Et ici, je veux faire référence au Consortium de la Ville de Saint Jacques de Compostelle, organisme public de coopération inter-administrative auquel participent le Gouvernement espagnol, le gouvernement autonome régional de la Xunta de Galicia et la Mairie de Saint Jacques de Compostelle. En parlant toujours du consensus, le Consortium, au cours de ses 15 ans d'existence, a été conforté dans son rôle d'instrument technique et financier efficace au service de la matérialisation du projet de ville.

La reconnaissance de la ville de Saint Jacques de Compostelle comme Patrimoine de l'Humanité a permis de considérer sa réhabilitation urbaine comme une responsabilité partagée des administrations nationale, régionale et locale. L'expérience a également démontré qu'une coordination inter-administrative efficace génère de la confiance

dans le projet urbain et est peut-être essentielle à la nécessaire implication des citoyens.

Dans le cadre d'une politique urbanistique complexe de réhabilitation et d'intégration urbaine, il est nécessaire de définir des objectifs essentiels : le renforcement des usages résidentiels et la régénération environnementale de l'espace public. Pour que le processus de réforme urbaine soit efficace, juste et possible, il est indispensable d'améliorer les conditions de vie de la population, et il est indispensable d'intégrer et de mettre en valeur les espaces libres marginalisés où se met en scène le fait urbain primitif de la cohabitation.

En cohérence avec ses qualités urbaines séculaires et contrastées, la Ville Historique est un espace d'opportunité, générateur de richesse, d'emploi et de culture. Si la confortation des fonctions résidentielles et de l'espace public de cohabitation est le moteur de sa revitalisation, alors je crois que la réhabilitation de la ville historique ne doit pas se nourrir uniquement des programmes de réhabilitation architecturale, mais elle doit nécessairement être complétée de plans de logement, d'emploi et de formation professionnelle qualifiée dans les secteurs de la construction, du tourisme, du commerce et des services.

Il n'est pas possible de mettre en marche une dynamique durable de rénovation urbaine sans impliquer les citoyens et sans gagner leur confiance. La conquête de cette confiance demande un travail de proximité, main dans la main, avec les habitants de la ville historique. Les habitants qui ont résisté, et n'ont pas abandonné leur logement dans la ville historique, ont habituellement été informés par l'administration de "ce qui ne peut pas être fait", ou se sont vus impliqués dans d'extraordinaires démarches bureaucratiques, infinies et incompréhensibles, chaque fois qu'ils se proposaient de réaliser des travaux dans leur maison.

Il est indispensable de changer cette situation pour impulser une politique de réhabilitation effective, car lorsque l'on prétend consolider un processus vivant de rénovation urbaine, les politiques strictement répressives se révèlent inefficaces. C'est pourquoi nous devons être capables de résoudre leurs problèmes quotidiens en rendant compatible la transformation de leurs logements avec la conservation du patrimoine construit qu'ils représentent.

Nous sommes convaincus que ce défi du quotidien doit être abordé en partant d'une perspective architecturale, en apportant des solutions issues d'un dialogue sincère et intelligent sur les problèmes et les attentes particulières. Si nous préfé-



rons faire tout reposer sur les règlements d'urbanisme, il est très probable que nous serons dépassés et que nous échouons.

La formation des professionnels, qui doivent s'impliquer dans des processus d'intervention ayant peu à voir avec l'activité habituelle du secteur de la construction de nouveaux bâtiments, est essentielle. La rénovation de la ville historique ne se réussit pas seulement grâce aux travaux. Il est nécessaire de créer dans la ville un réseau minimal et structuré d'opérateurs de la réhabilitation, et une praxis constructive adéquate et suffisamment expérimentée pour conserver, améliorer et maintenir ces bâtiments.

Les bâtiments de la ville historique ne peuvent être considérés comme de simples enveloppes formelles. Chaque édifice, du point de vue de l'architecture, doit être valorisé et compris dans son intégralité. Chaque système constructif est authentique et représentatif d'une culture, et il apparaît de manière conditionnée par un milieu physique déterminé. La matérialité de chaque bâtiment devient indivisible et il n'est ni juste, ni nécessaire, de le dépecer en privilégiant certaines parties sur d'autres comme si elles pouvaient être comprises de manière autonome.

Les constructions domestiques regroupées de manière anonyme dans ces ensembles historiques trament l'espace entre monument et monument, et sont la clef du théâtre urbain des opérations. Leur valeur transcende l'individualité et réside dans la manière d'être ensemble. Ces bâtiments anonymes sont par conséquent indispensables à la perception intelligente de la ville historique.

Les architectures historiques domestiques ont démontré au cours du temps leur efficacité à contenir la vie quotidienne, et représentent le dernier stade d'un processus évolutif qui doit continuer, et c'est pourquoi elles sont compatibles avec le logement du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais l'introduction de technologies incohérentes peut hypothéquer de futures réhabilitations. Notre intervention n'est rien de plus qu'une action supplémentaire ajoutée au long processus d'interventions qui ont eu lieu de manière récurrente. La technologie constructive de ces architectures est compatible avec cette adaptabilité et elle donne aux bâtiments historiques une capacité de rénovation que beaucoup de ceux que nous construisons aujourd'hui n'ont pas.

Mais la réhabilitation physique de la ville historique ne peut cacher l'urgence d'aborder la question de sa réhabilitation fonctionnelle, commerciale, démographique... et ceci implique également la politique et l'économie dans un contexte

particulièrement difficile : la ville contemporaine. Les politiques de logement, d'emploi, de commerce, d'environnement, d'intégration sociale, associées à la mise en valeur du patrimoine urbain. La réhabilitation urbaine est un processus solidaire. D'où un réseau d'opérateurs de la réhabilitation. Formation et patrimoine, culture et patrimoine, emploi et patrimoine, logement et patrimoine, en définitive, ville, ville et solidarité.

Le succès du processus de réhabilitation ne peut s'expliquer et en même temps être reconnu que par la coopération des différents acteurs sociaux, citoyens, techniciens, constructeurs, politiques, etc. Le travail doit mettre en marche une dynamique de réhabilitation, acceptée socialement, qui est le principal actif du futur de la ville entière. Cet état d'esprit qui représente l'enracinement progressif de la culture urbaine chez les citoyens, est néanmoins fragile et requiert nécessairement l'attention permanente des administrations pour garantir son maintien.

Dans tout processus de réhabilitation urbaine, l'effort réalisé par l'administration, l'investissement public engagé, est très important. Dans la mesure où ceci constitue l'essence du fait urbain, nous devons adopter par avance les mesures nécessaires pour éviter que les principaux bénéficiaires de l'effort collectif et solidaire de revitalisation de nos villes soient ceux-là même qui ont été les moins engagés sur cet objectif, en évitant le maintien de leurs propriétés ou en spéculant dessus.

La croissante valorisation sociale du bâti, la capacité absolue que nous avons maintenant de tout détruire, la croissante faiblesse des ressources non renouvelables, et la crise environnementale de la planète due à l'usage abusif que nous avons eu l'habitude de faire de notre environnement, mettent en lumière certains concepts substantiels aux villes historiques qui expliquent leur permanence et survie jusqu'à nos jours. C'est pourquoi, au XXI<sup>e</sup> siècle, la ville historique, loin d'être un problème, est une solution. Une référence de culture urbaine et d'efficacité, un exemple de stabilité, d'harmonie environnementale et de permanence que nous ne pouvons pas mépriser si nous voulons aborder, avec des garanties de succès, le futur urbain de l'humanité.

### Angel Panero Pardo

Architecte Directeur du Bureau Technique  
Consortium de la Ville de Saint Jacques de  
Compostelle

